

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

BUREAUX: RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr.; — L'abonnement continue, sauf avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 15, 7 19, 8 17, 9 47, 11 47, m., 12 24, 2 02, 3 39, 5 18, 6 45, 7 23, 8 32, 9 33, 11 11, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 39, 4 58, 5 38, 7 17, 8 48, 10 22, 11 15. Lille à Roubaix, 5 20, 6 55, 8 22, 9 55, 11 05, 12 57, 2 18, 4 40, 5 20, 6 55, 8 40, 10 05, 11 45. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 08, 7 10, 8 08, 9 40, 11 34, 12 45, 1 55, 3 31, 5 08, 6 06, 7 24, 8 23, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 6 52, 9 22, 11 20, 11 57, 3 13, 4 47, 5 49, 7 02, 9 05. DIMANCHES ET FÊTES: Tourcoing à Mouscron, 7 26 soir; Mouscron à Tourcoing, 8 04 soir.

BOURSE DE PARIS

DU 27 JUILLET

3 0/0	62 30
4 1/2	89 75
Emprunts (5 0/0)	98 70

DU 28 JUILLET

3 0/0	62 30
4 1/2	89 50
Emprunts (5 0/0)	98 95

ROUBAIX, 28 JUILLET 1874

BULLETIN DU JOUR

Décidément, nous n'en finirons jamais avec les agitations aussi stériles qu'énervantes du parlement. A peine un débat est-il terminé qu'un autre surgit. Et ce n'est pas une discussion différente que vient provoquer la gauche; elle veut de parler pris, maintenir la contreverse sur le même terrain, sur le terrain de la dissolution. L'échec de jeudi, loin de la décourager, semble avoir donné à ses espérances un nouvel aliment.

Si quelque chose pouvait démontrer péremptoirement la nécessité d'un prochain congé, évidemment ce serait cette obstination étrange. Il n'est vraiment que temps de mettre un prompt terme à ces querelles incessantes qui perpétuent le trouble, effraient les intérêts et compromettent la sécurité publique. Les renseignements que nous recevons sont unanimes du reste, à nous montrer les populations comme impatientes de voir l'Assemblée se proroger pendant quelques mois. Tous les honnêtes gens conviennent qu'un repos est nécessaire aux membres de la chambre pour remettre leurs forces et pour oublier, dans une calme et studieuse retraite, les dissentiments dont ils nous donnent quelquefois le spectacle.

La gauche voudrait bien réagir contre ces tendances. Par la voix de ses journaux, elle annonce partout que les vacances sont inopportunes, impolitiques, superflues, etc. Nous ne considérons pas ces plaintes comme sérieuses.

Il est peut être vrai, nous écrit un de nos amis de Versailles, qu'au point de vue politique, la prorogation n'est pas une mesure des plus favorables à la gauche, mais au point de vue hygiénique, les républicains sont bien loin de regarder un congé de quatre mois comme une calamité. Aussi, dit-on déjà que bon nombre d'entre eux ne montrent déjà plus pour la campagne dissolutionniste le zèle et la ferveur des premiers jours. Un vote en faveur de la dissolution aurait pour conséquence en effet de prolonger la durée de la session actuelle jusqu'au 15 septembre, et cette éventualité n'est pas faite, convenez-en, pour rallier à la proposition Malleville les abstentionnistes de jeudi dernier.

Puisque je parle de la dissolution, permettez-moi de vous dire que les républicains et les bonapartistes ne recueillent pas tout le fruit qu'ils espéraient de leur propagande éfrénée. Vous savez que vingt et un membres du centre gauche et quatre bonapartistes ont voté contre la proposition Malleville. Il paraît dès maintenant avéré qu'après trois journées d'efforts les convertis se réduisent en tout à 3 ou 4 députés sur le suffrage desquels nous n'avions jamais

fondé une bien ferme espérance. Quant au groupe des 4 bonapartistes, il n'a pu être entamé. Rassurez-vous donc sur l'issue du débat qui s'ouvrira demain ou après-demain.

Les députés de la droite étaient hier à leur poste, ce qui a paru vivement contrarier les membres de la gauche. Les rapports de MM. Humbert et Max-Richard sur les propositions dissolutionnistes avaient été lus dans les commissions d'initiative parlementaires. Comme tous les députés de la droite étaient présents, la gauche inclinait à retarder le dépôt des rapports; mais M. Giraud, au nom de la minorité de la commission du projet de M. Raoul Duval, a demandé le dépôt immédiat du rapport; M. Max-Richard a dit alors que son rapport n'était pas prêt, attendu qu'on lui avait demandé des modifications. M. Humbert a donné lecture de son rapport sur la proposition Malleville. Ce rapport conclut, comme on sait, à la dissolution de l'Assemblée, avec élections pour le 6 septembre prochain.

M. Fournier a demandé la jonction des rapports de MM. Humbert et Max-Richard; il a insisté pour le dépôt immédiat du rapport de M. Max-Richard, qui s'est opposé en disant qu'il ne fallait pas faire violence à la commission. M. d'Haussonville a demandé alors que la discussion des deux rapports fût mise à l'ordre du jour de mercredi. M. Lepère demande qu'on vote l'urgence afin d'éviter la formalité des trois lectures. M. d'Haussonville se prononce contre l'urgence. Après un vif débat sur la question de savoir si les deux rapports des propositions de MM. Raoul Duval et de Malleville peuvent être discutés en même temps, l'Assemblée se prononce pour l'affirmative et fixe la discussion à demain mercredi. Cette décision a produit une vive agitation.

On lit dans la Patrie du 28: « Un échange de notes a eu lieu ces jours-ci entre l'hôtel du quai d'Orsay et la chancellerie prussienne, relativement à la surveillance de nos frontières, du côté des Pyrénées. Les explications, d'ailleurs toutes courtoises de part et d'autre, ont provoqué des résolutions prises d'un commun accord, et destinées à empêcher les envois d'armes aux carlistes. »

M. le prince Henri de Valroy se porte candidat au conseil général dans le canton ouest de la ville d'Arles.

Le Français dément formellement les bruits d'après lesquels M. de Corcelle ne devrait pas retourner à son poste près du Saint-Siège.

L'Ordre et le Pays publient la circulaire que M. le Provost de Launay, ancien préfet du Calvados sous l'Empire, vient d'adresser aux électeurs de ce département. M. le Provost de Launay, tout en déclarant rester fidèle à l'Empire et au principe de la souveraineté nationale, leur promet d'appuyer franchement et loyalement le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon.

Vous savez, dit-il en effet, que par conviction comme par devoir, je suis resté

fidèle à l'Empire et au principe de la souveraineté nationale. Mais, homme d'ordre, et ennemi déclaré des agitations stériles, je pense, avec le chef de l'Etat, « qu'il n'est pas de devoir plus impérieux que celui qui consiste à assurer au pays, par des institutions régulières, le calme, la sécurité, l'apaisement dont il a besoin. » — J'appuierai donc franchement et loyalement, pendant toute sa durée légale, l'autorité tutélaire de l'illustre maréchal de Mac-Mahon, dépositaire impartial des pouvoirs publics et protecteur inébranlable de la société. »

Dimanche, M. le maréchal de Mac-Mahon, accompagné de son aide-de-camp, M. le colonel Boye, est allé visiter les travaux du fort de Trappe, en cours d'exécution sur l'emplacement dit l'étang de Saint-Quentin. Parti à cheval à 2 heures, le maréchal n'était de retour qu'à 6 heures.

L'Académie française tiendra sa séance publique annuelle le jeudi 13 août prochain, sous la présidence de M. Cuvelier-Fleury, directeur. Voici l'ordre du jour: 1^o Rapport du secrétaire perpétuel sur le concours de 1874; 2^o Lecture de fragments de l'Éloge de Bourdaloue, qui a obtenu le prix d'éloquence; 3^o Discours sur les prix de vertu.

On annonce la mort de M. Asselineau, écrivain distingué et bibliothécaire de l'Institut.

Les Républicains

Les républicains qui viennent de subir, jeudi soir, une seconde et si éclatante défaite, ont donné depuis trois ans le spectacle de palinodies si complètes, si ridicules, qu'il n'est vraiment pas permis de les laisser oublier.

Quand un parti, montre autant de fanfaronnade, d'injustice et de mauvaise foi dans ses discussions, il mérite qu'on lui cloue au front quelques vérités tirées de ses faits et gestes, et qu'on le montre au public tel qu'il est. Celui-ci pourra apprécier à ce quelle vaut la comédie politique qui forme l'unique bagage de ce parti.

Récapitulons. — Craignant que la majorité conservatrice de la majorité, rééditant la monarchie, les républicains, dès l'année 1871, — posèrent très vigoureusement ce principe que l'Assemblée n'avait pas le pouvoir constituant, qu'elle n'avait ni le droit ni le pouvoir de donner un gouvernement définitif à la France.

Dans la séance du 29 août 1871, M. Gambetta, parlant au nom de toutes les gauches: « Je trouve étonnant que vous » vouliez faire une constitution sans en » avoir la compétence; je dis cela » aussi bien au point de vue de la » monarchie qu'au point de vue de la » république. »

Voici qui est clair; aux yeux des républicains, l'Assemblée n'a même pas la compétence d'instituer, de fonder même la République; et Dieu sait pourtant qu'il ne faut pas une grande compétence pour instituer ce genre de gouvernement, puisqu'il suffit de quelques gardes nationaux et d'une douzaine d'avocats (aidés par les Prussiens) pour infliger la république à un pays.

A cette séance, 225 députés de la gauche confirmèrent la déclaration de M. Gambetta en votant contre les pouvoirs constituants de l'Assemblée. L'attitude prise est donc bien formelle.

Passons au second acte. Le 24 mai 1873, M. Thiers, par l'organe alourdi et prudhomme de M. Périer, tente de faire accepter et proclamer la république.

Le gouvernement tenait en main les fils de cette intrigue dès longtemps préparée; on croyait au succès. Soudainement, les républicains reconnaissent que l'Assemblée a le pouvoir constituant; ils découvrent qu'elle a la compétence de fonder la République, et les 225 (qui un an auparavant lui refusaient absolument ce droit) votent pour la République.

Cette palinodie ne fut pas heureuse. La tentative échoua; M. Thiers et ses ministres furent renversés; les républicains n'eurent même pas les fanfaronnades du succès pour déguiser le ridicule de leur évolution.

A partir de ce jour, les feuilles républicaines déclarèrent une guerre à outrance à la majorité conservatrice; ils déclarèrent l'Assemblée usée, finie, impuissante; ils affirmèrent qu'elle n'était bonne à rien, et que la dissolution seule pouvait faire justice de cette impuissance. Le plus bruyant des bavards de ce parti parla même de « cadavre » et de « fossoyeur. »

Arrive le troisième acte. Nous sommes au 15 mai 1874. Le même M. Périer, poussé par le même M. Thiers, tourmenté par la même vanité ambitieuse, reparait avec sa même proposition en faveur de la même République.

Une majorité minuscule et illusoire des 3^{es} votes déclara l'urgence en faveur de cette proposition; l'urgence seulement, ce qui d'ailleurs, laissait intacte la question de l'Assemblée. Ce vote prouvait qu'une moitié de la Chambre voulait en finir avec ce débat une fois pour toutes, mais rien de plus.

Tout à coup la scène change. Les républicains (devant cette majorité de 3 voix) se livrent à des accès de joie si folle qu'ils perdent toute mesure et toute raison. Ils franchissent d'un seul bond les dernières limites de l'inexactitude et du ridicule. Cette Assemblée qui, la veille, était finie, impuissante, vouée « au fossoyeur, » cette Assemblée, parce qu'elle leur a donné trois voix pour l'urgence, a accompli un grand acte historique (sic), elle est changée en un portulamière.

Affolé, le Bien public s'écrie: « La lumière est faite: » « A dater d'hier, la République, gouvernement de fait, ayant obtenu la consécration de la majorité du Parlement, est devenue gouvernement de droit. »

Il ajoute: « Trois points nous sont acquis par le vote du 15 juin: la reconnaissance de la République, etc., etc. »

Le Temps, non moins égaré, s'écrie: « Il n'y eut jamais de séance plus

capitale dans les annales de l'Assemblée actuelle. (Quel français!) Et plus loin: « Le caractère nettement républicain du vote était incontestable » avant le scrutin; il est devenu éclatant » après. » Ce n'est pas clair; mais peu importe.

Le Siècle, le National, l'Opinion, l'Événement se livrent à de telles folies d'enthousiasme que notre article serait interminable si nous voulions tout citer. Tous déclarent la République fondée, irrévocablement établie; désormais elle était sacrée et consacrée; officielle et définitive; une et indivisible: tout le vocabulaire des clubs y passa.

Nous voici au quatrième acte de cette comédie.

Le 23 juillet arrive, le débat s'engage, et, à huit heures du soir, 374 votes entrent pour la seconde fois cette République qu'on avait voulu ressusciter. Le coup a été terrible, nous en convenons mais il est bien définitif.

Aussitôt la scène change; une troisième palinodie commence, et ces mêmes républicains qui, un mois auparavant, annonçaient « le grand événement historique, » eux qui prétendaient qu'une majorité de 3 voix avait fait la « lumière » et « irrévocablement fondé la République, » les voilà — devant une majorité de 41 voix — déclarant que ce vote ne signifie rien; qu'il ne décide rien; que l'Assemblée est impuissante, et que n'étant capable de rien, elle n'a plus qu'à remettre à une autre Chambre les destinées parlementaires du pays!

Est-ce assez de travestissements, de métamorphoses et de comédies?

Le fait, tels que nous venons de les rappeler rapidement, sont rigoureusement vrais. Ils sont d'ailleurs dans toutes les mémoires, et la collection des journaux est là pour en fournir les preuves, si l'on nous démentait.

Mais personne ne nous démentira. Les républicains savent mieux que nous combien sont vraies ces palinodies dont nous rappelons les dates. Elles n'ont étonné personne, car elles sont dans la tradition de ce parti auquel tout est bon pour réussir, qui veut toutes les libertés pour lui et les refuse toutes aux autres; de ce parti qui invoque sans cesse la légalité, la justice, le bon droit, mais à la condition de ne jamais s'y soumettre dès qu'on parle de les lui appliquer.

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix)

Paris, 27 juillet.

Vous avez vu de quel état de confiance le monde financier a été saisi après les votes qui ont enterré la république et ajourné les lois constitutionnelles. Ce calme et cette confiance ont rendu furieux les théoriciens et les radicaux, et voilà pourquoi ils s'apprêtent à livrer une dernière bataille sur la question de la dissolution.

Les bureaux de tous les groupes parlementaires sont occupés, depuis samedi, à

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 29 JUILLET 1874.

MISS ELLEN

PAR CLAIRE DE CHANDENEUX (Suite.)

Enfin... enfin, je pus m'élancer dans la cour. La grande taille de M. Davy disparaissait à l'angle opposé de la maison, et son vaste chapeau de planteur gisait abandonné sur le banc.

M. Davy... c'était lui qui s'arrogeait le droit impertinent de remercier miss Blakson de sa résolution!... Voilà, mon cher oncle, ce que votre protégée, dans son candide orgueil, appelle son indépendance!

Qu'allez-vous décider en face de cet étrange refus, que je vais combattre encore... sans grand espoir toutefois? Allez-vous, pour complaire à une vieille dame et à un jeune Yankee, renoncer à votre charmant projet si doucement caressé?... Ce serait à ne plus reconnaître votre caractère belliqueux et persévérant.

J'attends vos instructions; je reste quand même, bien décidé à n'abandonner la partie que lorsque toute illusion sera perdue, toute espérance détruite de vous enlever jamais une fille, une vraie fille, une sainte et douce fille comme miss Ellen. Ah! c'est que lorsqu'il s'agit de votre bonheur futur, mon oncle, James

Elwart devient un prodige de persistance et de volonté.

James Elwart à Lyonnel Trumby.

Philadelphie, 23 septembre 1868.

D'après mes dernières lettres, cher ami, tu as pu juger que la situation est fort tendue, que mes pouvoirs paraissent près d'expirer. Par un effet capricieux de ma nature, depuis que je suis menacé de perdre mon mandat d'ambassadeur, j'ai repris goût au titre et à la chose. Mes découragements passés ont disparu comme par enchantement. Je mets de nouveau de l'amour-propre, de l'entêtement si tu veux, à réussir dans mon entreprise.

J'arrive chaque jour à Norris-Lodge avec une batterie inépuisable que je démolis tout à coup et dirige contre l'ennemi. L'ennemi, c'est la détermination de miss Ellen de ne point venir en Angleterre. Elle y persévère, ce qui permet à mistress Norris et à son fils de s'attribuer tout le mérite de ce refus.

Tu ne saurais croire quel talent je dépense dans ces escarmouches. Il me faut être insinuant avec mistress Norris, loyal... et persuasif aussi avec miss Ellen, agressif avec mesure envers M. Davy, dont j'espère bien, quelque jour, déconcerter l'assurance impudente.

Il devient évident pour moi que, dans l'espoir de mon prochain rembarquement, ce jeune monsieur veut bien parfois me faire grâce de sa mauvaise humeur et me supporter tant bien que mal. Si je ne craignais de me fermer à jamais la maison de sa mère, je lui

aurais appris depuis longtemps que la dose de patience dont est doué un Anglais de Devonshire n'est pas indéfiniment prolongée. Mais au moindre mot vif, il me faudrait m'éloigner de miss Ellen... et que deviendrait ma négociation?

Tiens, Lyonnel, il y a des heures où je ne sais plus au juste si mon but est de réunir miss Blakson à mon oncle Belle, ou de l'enlever à tout prix de cette maison, qui me paraît devoir être fatale à son repos. Il y a des moments où, pourvu que je puisse placer la pauvre orpheline à l'abri des airs protecteurs et conquérants de... de tout le monde, je m'estimerai satisfait et reprendrais joyeusement le chemin de mon petit château.

L'automne avance et moi je n'avance pas. On va rentrer à Philadelphie... Adieu les belles soirées sereines sous les grands arbres touffus. Miss Evelina Tackereet a déjà jugé à propos de désertir la campagne. Je la rencontre presque chaque jour sur le boulevard, lorsque je prends la direction de Norris Lodge. Elle me salue d'un petit signe de tête moqueur, et, lorsque son père m'aborde, elle m'informe de la santé de miss Blackson avec un sourire!... Non, je ne saurais exprimer tout ce que cette belle étourdie met d'allusions mordantes et de fines épigrammes dans le sourire le plus fugitif.

Du reste, je ne prends pas la peine de chercher à en pénétrer la signification et remets bien vite au galop le joli cheval

barbe que maître Josiah Peepie m'a découvert.

Le digne avocat est venu me voir. Il n'est que médiocrement satisfait de mon oncle; il trouve qu'un gentleman assez généreux pour faire rechercher à prix d'or une orpheline devrait déployer plus d'énergie pour l'arracher définitivement à sa position mercenaire.

Comme je partage exactement l'opinion de maître Josiah, nos entretiens offrent un intérêt soutenu. Les expédients qu'il propose ne sont pas tous praticables, mais démontrent l'ingéniosité particulière de cette organisation.

Ah! si mon oncle savait ce qu'il perd en perdant miss Ellen! s'il pouvait se faire une idée du charme qu'elle répandrait dans sa vie, de la douceur caressante dont elle bercerait sa vieillesse, il m'écrirait... Au fait, je ne sais trop ce qu'il pourrait bien m'écrire, mais, à coup sûr, il trouverait un moyen décisif pour faire accepter à cette enfant aveugle l'affection d'une tante.

James Elwart à Lyonnel Trumby.

Philadelphie, le 1^{er} octobre 1868.

Hurrah!... Il y a du bon, énormément de bon dans un vieil officier de marine. Touchez en lui certaines cordes, et vous verrez vibrer l'instrument.

Mon oncle a pris le meilleur parti. Quand je te disais que c'était un homme d'esprit! Sais-tu ce qu'il fait?... le devines-tu, Lyonnel?... Il arrive, mon cher, il arrive!... Il vient voir lui-même la situation et l'enlever d'assaut.

Je lui ai, paraît-il, fait venir l'eau à la

bouche avec mes récits et mes portraits. Il veut connaître cette mignonne fée qui ensorcelle tout le monde et reste invulnérable, et dont les gentilles lettres — elle lui a écrit plusieurs fois, la petite mystérieuse — lui ont fait apprécier le cœur profond uni à la vive intelligence.

Eh bien! vrai, mon ami, mon oncle est beaucoup plus fort que moi; je n'avais pas songé à cela. Ce voyage est une inspiration superbe. Les choses vont marcher toutes seules avec ce vétérinaire qui se connaît en sièges et en abordages... M. Davy n'a qu'à se bien tenir!

James Elwart à Lyonnel Trumby.

Philadelphie, le 8 octobre 1868.

Il fallait voir la jolie mine effarée de miss Ellen lorsque je lui ai fait part de l'arrivée prochaine du capitaine Belle. Elle était en ce moment dans tout le feu d'un déménagement partiel, veillant au transport de la campagne à la ville de tout le bagage personnel de mistress Norris, qui joint les manies les plus encombrantes à ses petites infirmités de jeune fille et de veuve.

Miss Ellen voyait tout, organisait tout, répondait à la fois au nègre qui demandait des ordres et à la vieille dame qui en donnait beaucoup trop à la fois, tout cela sans qu'un pli vint rider son front pur, sans qu'il lui échappât un signe d'impatience.

J'aurais voulu lire sur sa physionomie l'impression réelle qu'elle ressentait de cette nouvelle inattendue, mais elle détournait son visage sans affectation et ne le ramena vers moi que lorsqu'elle fut